

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 26 mai 1972

La séance est ouverte à 11 heures.

AFFAIRES COURANTES

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

[Français]

M. H.-Pit Lessard (LaSalle): Monsieur l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le 3^e rapport du comité permanent des transports et des communications.

[Note de l'éditeur: Le texte du rapport précité figure aux Procès-verbaux de ce jour.]

ADOPTION DU 1^{er} RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

A l'appel des motions: 16 mars 1972—M. H.-Pit Lessard (LaSalle):

Que le premier rapport du comité permanent des transports et des communications, présenté à la Chambre le jeudi 16 mars 1972, soit agréé.

M. Lessard (LaSalle): Monsieur l'Orateur, si la Chambre y consent, je propose que la motion soit retirée.

M. l'Orateur: L'honorable député demande le consentement unanime de la Chambre en vue de retirer sa motion. Y a-t-il unanimité?

Des voix: Oui.

M. l'Orateur: D'accord.

(La motion est retirée.)

• (1110)

QUESTIONS ORALES

LES FINANCES

LA DÉMISSION DU PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ANTIDUMPING—L'ÉTUDE DES CAS SURVENUS DEPUIS 1970

[Traduction]

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question pour le premier ministre. Peut-il dire à la Chambre si M. W. Buchanan, président du tribunal antidumping, a résigné ses fonctions?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur. J'ai reçu sa lettre de démission il y a quelques jours.

L'hon. M. Hees: A-t-il démissionné par suite d'un conflit d'intérêt dans l'exercice de ses fonctions?

Le très hon. M. Trudeau: Il n'en fait aucune mention dans sa lettre, monsieur l'Orateur. Il s'agissait d'une simple lettre de démission. Je me ferai un plaisir de la déposer à la Chambre si on le désire.

L'hon. M. Hees: Le premier ministre chercherait-il à savoir, pour en informer la Chambre lundi, si M. Buchanan a donné sa démission à cause d'un conflit d'intérêt dans l'exercice de ses fonctions? Le premier ministre dirait-il à la Chambre en outre, soit maintenant soit lundi, si, vu les révélations au sujet de l'affaire antidumping de la Canadian Pittsburgh Glass Company en 1970, le gouvernement a décidé de réétudier les autres cas d'antidumping survenus depuis lors?

Le très hon. M. Trudeau: Je puis certes me renseigner pour savoir si on est en train de réexaminer d'autres cas. Autant que je sache, on n'en étudie pas d'autres que celui-là. Quant à la première question, je ne vois pas comment je puis satisfaire le député. J'ai accepté la démission du monsieur en question, qui me l'a offerte. Il lui revient de donner les raisons de son geste, ce qu'il a fait dans sa lettre.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Nous dirait-il s'il a demandé au directeur des poursuites ou à tout autre haut fonctionnaire de son ministère de déposer à la cour le dossier concernant le président du tribunal antidumping. Si oui, se propose-t-il de faire une déclaration concernant toute cette affaire ou le premier ministre se chargera-t-il de le faire?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, toute la question fait, naturellement, l'objet d'enquêtes et d'examen. La seule initiative entreprise jusqu'ici sur ma direction auprès de la Cour fédérale est l'appel de la décision du tribunal antidumping dans le seul cas précis.

M. l'Orateur: La présidence donne la parole au député de Halifax-East Hants pour lui permettre de poser une dernière question supplémentaire sur ce sujet, ensuite je donnerai la parole au député de York-Sud.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

LA FIN DE L'ÉTUDE SUR LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au président du Conseil privé. J'ai posé une question plus tôt cette semaine en son absence au sujet d'une étude sur les conflits d'intérêts effectuée par des hauts fonctionnaires de la Fonction publique au Canada. Cette étude est-elle maintenant terminée et sera-t-elle publiée?